

Van: Mario Franssen <mario.franssen@intal.be>
Verzonden: zondag 12 oktober 2014 14:00
Aan: Nieuwsarchief
Onderwerp: L'accord de gouvernement Michel I nous engage encore plus dans la guerre - Intal analyse le chapitre consacré à la Défense

Lire l'article en ligne : **[MailScanner has detected a possible fraud attempt from "crm.intal.be" claiming to be http://www.intal.be/fr/article/1%E2%80%99accord-de-gouvernement-michel-i-nous-engage-encore-plus-dans-la-guerre](http://www.intal.be/fr/article/1%E2%80%99accord-de-gouvernement-michel-i-nous-engage-encore-plus-dans-la-guerre)**

L'accord de gouvernement Michel I nous engage encore plus dans la guerre

Intal analyse le chapitre consacré à la Défense

Il y a quelques semaines, il est apparu clairement que tous les partis de la future coalition gouvernementale (N-VA, CD&V, Open-VLD et MR) nous menaient volontiers à la guerre, lorsqu'ils ont voté pour l'engagement des F-16 belges en Irak. Il ressort du nouvel accord gouvernemental qu'ils veulent faire évoluer la défense encore davantage dans cette direction.

Plus d'interventions à l'étranger

Pour cela, la Belgique opte surtout pour une approche militaire 'des problèmes et des défis' dans le monde. Aux yeux de la Belgique, l'OTAN est le 'modèle pour la coopération et la solidarité internationales' par excellence. L'OTAN ne doit pas seulement se porter garante de la défense du territoire de ses pays membres, mais aussi s'efforcer de promouvoir 'la paix et la sécurité' ailleurs dans le monde. La Belgique veut être un partenaire solidaire et digne de confiance et plaide pour que l'Alliance Atlantique réagisse aux 'nouveaux défis'.

A côté de cela, il y a l'UE, laquelle est définie comme 'un acteur complémentaire' de l'OTAN. A l'intérieur du cadre de l'UE également, la Belgique plaide pour une activité militaire rehaussée. Ainsi, au niveau européen, elle veut 'lancer et soutenir des initiatives qui doivent faciliter l'engagement du EUBG (European Union Battle Group)'.

Pour qui aurait encore des doutes sur le pourquoi nous avons besoin d'une armée, la note affirme : 'La tâche principale de l'armée reste la participation à des missions à l'étranger avec comme objectif la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde'. Les interventions en Afghanistan, au Mali, en Irak et en Libye n'ont visiblement pas donné matière à réflexion.

D'abord ouvrir le feu, ensuite discuter

En même temps, la Belgique relègue encore un peu plus les Nations Unies à l'arrière-plan. Dans le chapitre Défense, on ne trouve rien sur des solutions diplomatiques, sur la concertation régionale, la souveraineté nationale ou encore la Charte de l'ONU.

La Belgique n'est pas désireuse de coopérer avec les Nations Unies. Notre pays va seulement contribuer à des opérations impliquant des casques bleus s'il a des 'capacités spécifiques dans lesquelles l'ONU présente un déficit'. Concernant la coopération à l'intérieur de l'OTAN, l'accord ne fait pas cette remarque, alors qu'on peut difficilement affirmer que l'OTAN ne dispose pas de F-16.

Les partis de la coalition gouvernementale joignent en même temps l'acte à la parole en se retirant de la mission des casques bleus de l'ONU au Liban, laquelle garantissait l'extraction des bombes à retardement et des mines utilisées par Israël en 2006.

Soudainement il y a assez d'argent

En ces temps d'économies, il apparaît que nous avons de l'argent pour l'armée. Des investissements dans les forces terrestres, navales et aériennes sont annoncés. Il s'ébruitait déjà que les F-16 seraient remplacés par de nouveaux avions de combat. Maintenant nous savons aussi que des frégates, des démineurs et des drones sont venus allonger la liste du gouvernement. La raison de tous ces investissements est triple.

Premièrement, avec ce matériel performant, l'armée veut garantir la sécurité de nos militaires et de nos partenaires durant les opérations à l'étranger. Le fait que la sécurité augmenterait surtout si nous ne prenions pas part à des guerres à l'étranger n'effleure pas l'esprit des négociateurs pour la formation du gouvernement.

Deuxièmement, il apparaît clairement dans l'accord de gouvernement que beaucoup d'argent sera consacré à la guerre. Les investissements prévus par le gouvernement cadrent bien avec l'augmentation du volume des profits des actionnaires de l'industrie militaire. Ils peuvent 's'occuper d'importants stimuli économiques et d'innovation', selon l'accord. En travaillant sur une loi-programme militaire de dix ans, les entreprises peuvent encore mieux s'y préparer. Le fait que les milliards nécessaires à cela auraient pu être affectés à d'autres 'stimuli économiques' et à d'autres 'innovations', comme l'augmentation du pouvoir d'achat et des investissements dans l'enseignement universitaire, échappe visiblement à nos ministres. Dans la même lignée, il y a aussi la privatisation 'd'activités qui n'exigent pas d'expertise et d'expérience militaire', ce par quoi l'appareil d'Etat sera un peu plus amaigri à l'avantage du secteur privé.

Enfin, il y a la 'solidarité intergénérationnelle' (sic) qui va de pair avec les investissements. Le raisonnement est le suivant : il y a trente ans, le choix s'était porté sur les F-16. De cette manière, cela permet à 'nos garçons' d'aller à la guerre. Cette chance, nous devons aussi l'offrir à 'nos garçons' dans l'avenir.

L'armée se coule dans toute la société

Tous les partis veulent créer plus d'emplois. Dans l'accord de gouvernement, cet objectif est cependant jeté par-dessus bord. Il y aura de l'argent pour les investissements, mais des économies seront faites sur le personnel. Comme mentionné plus haut, différentes activités seront privatisées, ce qui mènera aussi à une diminution du nombre de membres du personnel.

Cependant, il y a certains passages frappants sur les emplois. 'Une optimisation accrue des statuts sera poursuivie, s'il apparaît nécessaire au regard d'un rajeunissement et des besoins de l'armée'. Si l'on veut avoir la perspective d'un bon boulot en tant que jeune, alors il y a l'armée. Pour indiquer que c'est du sérieux, le gouvernement met la pression sur l'armée afin qu'elle améliore sa communication pour 'le recrutement, et pour l'assise sociale et l'image de l'armée'. De cette manière, il apparaît que l'avenir pour nos jeunes se trouve uniquement dans l'armée et faire la guerre devient un boulot 'normal'.

Le fait que la guerre doive devenir 'normale' aux yeux de toute la société, nous pouvons l'indiquer avec deux exemples. L'accent mis sur la mémoire de la Première Guerre mondiale a pour but 'la commémoration de tous ceux qui par leur sacrifice personnel ont porté l'effort de guerre'. Nous savons donc à quoi nous attendre et nous pouvons nous préparer à de nouveaux efforts de guerre. Nous voilà bien loin de l'idée du "Plus jamais la guerre" qui est associée à 14-18.

Engager l'armée contre les actions sociales

Sans oublier le passage suivant : ‘ Avec l’œil sur les infractions à la circulation, les compétences de la police militaire seront élargies’. Nos militaires vont-ils distribuer des procès-verbaux ? Ou le gouvernement suit-il l’appel de Bart De Wever d’impliquer l’armée contre les forains protestataires (ou les syndicats...) qui bloquent un carrefour ?

Finalement, on peut tirer une conclusion de la lecture du chapitre Défense de l’accord de gouvernement. Le titre est erroné, le gouvernement devrait plutôt parler d’Offensive.

Bureau National d’Intel - Contact : Mario Franssen - 0498/54.16.42

[Uitschrijven van deze mailinglist](#)

www.intal.be, 02/209.23.50, info@intal.be

Haachtsesteenweg 53

1210 Brussel

Belgium

[Uitschrijven uit ALLE mailings van intal](#)

--

This message has been scanned for viruses and dangerous content by